

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3403 - MERCREDI 9 JANVIER 2019

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

La société civile réclame des actes



Denis Sassou N'Guesso communiant avec les forces vives de la nation, le 8 janvier, dans les jardins du Palais du peuple

« Après tant d'avertissements, de rappels à l'ordre, de pédagogie, votre adresse du 29 décembre dernier, devant le parlement réuni en Congrès, annonçait un changement de cap » dans la lutte contre les antivaleurs, a estimé hier le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des ONG, lors de l'échange des vœux de Nouvel An entre le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et les forces vives de la nation. Pour Céphas Germain Ewangu, « ceux qui abusent des ressources de l'Etat participent à la destruction certaine du contrat de confiance qui lie le président de la République au peuple congolais ».

Page 3

DÉTÉRIORATION DE LA ROUTE NATIONALE 2

Commerçants et usagers désespérés



Depuis que la route nationale n° 2 s'est détériorée, des véhi-

cules transportant des produits vivriers peinent à atteindre Brazzaville dans les meilleurs délais. Une situation qui paralyse plusieurs marchés de la capitale alimentés par les denrées venant du nord Congo. Le constat a été fait hier à la gare routière du lycée Tho-

mas-Sankara, dans le neuvième arrondissement Djiri, où jusqu'à 9h du matin, aucun camion n'était arrivé. Les commerçants se disent désespérés car, ils sont habitués à s'approvisionner dès les premières heures de la matinée.

Page 4

ITIE

Le Congo entend se mettre en règle



Les membres du comité national Itie lors de l'atelier

Dans le cadre de la préparation des rapports de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie), section Congo,

l'administrateur indépendant, Elyes Kooli, vient d'entamer les enquêtes auprès des entreprises publiques et privées.

Ces opérations de collecte des données concernent les administrations publiques, les sociétés d'exploitation minière, forestière et d'hydrocarbures, en

vue de l'élaboration des rapports de l'Itie Congo pour les périodes de 2016 et 2017. Page 2

CAN 2019

L'Égypte inaugure la nouvelle formule de la CAF

Page 11

Éditorial
Stabilité

Page 2

ÉDITORIAL

Stabilité

Si il fallait une preuve que le Congo est le pays le plus stable, donc le plus fiable de l'Afrique centrale, les événements qui se déroulent en République démocratique du Congo, en Centrafrique et au Gabon - même si la tentative de coup d'Etat amorcée lundi a échoué - sont là pour le démontrer de façon indiscutable. Oui, le Congo, notre Congo, est un pays sûr auquel la communauté internationale en général et la communauté africaine en particulier peuvent faire confiance. Oui, l'on peut compter plus que jamais sur lui dans la prévention et la gestion des crises qui menacent la paix de cette partie du monde. Oui, sa communauté nationale entend bien préserver la paix qu'elle a su reconstruire sur son territoire tout au long des vingt dernières années.

Si nous rappelons ces évidences ici et maintenant, c'est parce que les conflits humains ne pouvant jamais durer longtemps, le temps viendra vite où la raison l'emportera sur la passion, la recherche de la paix sur la violence dans les pays qui font aujourd'hui face à de grands troubles internes. Mais c'est aussi parce que le processus de restauration de la paix intérieure ne portera réellement ses fruits dans les pays concernés que si se concrétise rapidement la constitution d'une communauté régionale capable d'aider ses différentes composantes à résoudre les problèmes que rencontre chacun de ses membres.

L'Afrique centrale, c'est-à-dire le Bassin du Congo et la Région des Grands Lacs, étant dotée par la nature de moyens considérables, humains et matériels, elle a aujourd'hui la capacité de réussir ce qu'ont fait dans les siècles passés les nations composites comme les Etats-Unis, la Russie, l'Europe, la Chine, l'Inde. Seule lui manque dans le moment présent la stabilité politique sans laquelle aucune paix durable n'est possible au sein des communautés humaines.

Le temps est donc venu de mettre en place les institutions qui permettront de franchir ce pas décisif dans la longue marche vers le progrès que suit cette partie de l'Afrique. Et c'est pourquoi, de la même façon que la création du Fonds bleu pour le Bassin du Congo permettra de protéger la nature qui nous entoure, de la même façon les crises politiques qui frappent notre entourage immédiat doivent nous conduire à accélérer le processus de l'intégration régionale. Tel est, nous semble-t-il, la conclusion qui ressort clairement des événements présents.

Les Dépêches de Brazzaville

ITIE- CONGO

Les rapports des trois dernières années en préparation

Un administrateur indépendant vient d'entamer des enquêtes sur place auprès des entreprises et des administrations publiques. Il évaluera à travers ses rapports la situation de la République du Congo en matière de gestion des ressources du sous-sol.



Les membres du comité national ITIE lors de l'atelier (Adiac)

Le rapport 2016 devra être publié le 22 février et celui de 2017 quatre mois plus tard. Le comité national Itie (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) a promis d'accélérer dès cette année la préparation du rapport 2018. L'administrateur indépendant, Elyes Kooli, a été mandaté pour les deux premiers rapports.

Celui-ci a présenté aux membres du comité Itie-Congo, le 7 janvier à Brazzaville, les principaux résultats des travaux de cadrage que son équipe d'enquête a pu réaliser. Mais le travail de l'auditeur est encore à la phase de délimitation du périmètre, c'est-à-dire de l'étude de cadrage. Il s'agit de délimiter les domaines concernés par les opérations de collecte des données.

Avec l'élargissement du champ d'activités de l'initiative, l'enquête indépendante va porter sur trois secteurs, à savoir: les

hydrocarbures; les mines et le secteur forestier.

L'administrateur a dit être en possession des informations qui sont « très » importantes pour l'élaboration de ses rapports. D'autres données sont attendues dans les tout prochains, avec une procédure d'assurance en terme d'exactitude et de conformité.

L'enquête est menée dans deux sens, explique l'auditeur, auprès des opérateurs puis des administrations concernées pour vérifier la conformité des documents. « Ces documents vont répondre aux exigences de l'Initiative pour la transparence comme fut le cas pour les précédents rapports du pays. Nous allons analyser les aspects des paiements (impôts, taxes, redevances) effectués par les opérateurs du secteur extractif, la production, le coût d'exportation, etc. », a indiqué Elyes Kooli, ajoutant que la dernière étape consistera à

concilier les informations recueillies.

L'ouverture de ces enquêtes intervient quelques mois après l'interpellation du gouvernement congolais par les hautes instances de l'Itie sur le retard dans la publication des deux rapports annuels. Si le rapport 2016 n'est pas disponible d'ici à la fin de l'année, le pays encourt une suspension du processus. Une menace que semble prendre au sérieux le vice-président du comité national Itie-Congo, Christian Mounzé. « Le comité intervient pour valider les rapports de l'administrateur indépendant au nom de la République du Congo. Nous intervenons également pour faciliter la collecte des informations », a-t-il rappelé.

Le comité Itie est composé des pouvoirs publics, des représentants du secteur privé et de la société civile.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzanga

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONTRE LES ANTIVALEURS

La société civile réclame des actes

Dans son discours prononcé au cours de l'échange de vœux, le 8 janvier à Brazzaville, avec les forces vives de la nation, le président de la République a interpellé les organisations de la société civile à œuvrer, aux côtés des pouvoirs publics, pour la relance de l'économie congolaise affaiblie par la crise financière.



Le président de la République répondant aux vœux...

Le chef de l'Etat a appelé les organisations de la société civile à davantage de concertations pour des propositions pertinentes en mesure d'impulser la prise en charge et la résolution des préoccupations auxquelles le Congo se trouve confronté. Les acteurs de la société civile, a-t-il exhorté, doivent se joindre aux efforts de conscientisation et de réarmement moral des Congolais, notamment des jeunes et des femmes, en cette étape délicate de la marche du pays vers le développement. Denis Sassou N'Guesso a invité les organisations professionnelles, les

partis politiques, les groupements d'intérêt économique ou socio-culturel à se mobiliser pour lutter contre les antivaleurs de toute nature, y compris les formes nouvelles de violence constatées dans les périphéries des grandes agglomérations du pays.

En outre, le président de la République s'est engagé à soutenir les actions de la société civile visant la paix, la sécurité, le progrès et le bien-être de la population. Il a salué les initiatives prises par les forces vives de la nation chaque fois que l'unité et la cohésion nationales sont

mises à l'épreuve.

Dans le même ordre d'idées, Denis Sassou N'Guesso s'est félicité du retour de la paix et de la sécurité dans le Pool grâce au dialogue. Ainsi, il a appelé les forces vives à redoubler d'imagination afin que les épisodes de violence ne deviennent ni cycliques ni récurrents, comme une maladie au long cours, dans cette partie du pays.

Le chef de l'Etat a rappelé que l'action des forces vives au Congo se fonde sur le désengagement et la neutralité des pouvoirs publics. A l'évidence, a-t-il poursuivi, il est difficile de discriminer ces deux entités. Elles doivent toujours, a-t-il renchérit, être distinguées pour œuvrer à la consolidation de la société civile dans ses attributions de veille et de médiation. « Des synergies restent nécessaires entre les segments variés de complémentarité, notamment les citoyens, les associations et les organisations non-étatiques », a-t-il déclaré.

A son tour, le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des ONG, Céphas Germain Ewangui, a assuré le chef de l'Etat de l'adhésion des forces vives de la nation à la lutte sans merci contre les auteurs des crimes économiques tels qu'il le révèle dans plusieurs de ses adresses à la nation.

« Après tant d'avertissements, de



...de la société civile (Adiac)

rappels à l'ordre, de pédagogie, votre adresse du 29 décembre dernier, devant le parlement réuni en Congrès, annonçait un changement de cap » dans la lutte contre les antivaleurs, a estimé le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des ONG.

Pour Céphas Germain Ewangui, « ceux qui abusent des ressources de l'Etat participent à la destruction certaine du contrat de confiance qui lie le président de la République au peuple congolais ». Ainsi a-t-il insisté, les forces vives de la nation exhortent toutes les insti-

tutions et les hauts cadres de l'Etat à ne ménager aucun effort dans la stricte application des orientations présidentielles en vue d'améliorer la gouvernance, de remettre l'ordre, la discipline et d'assainir les mœurs publiques.

Par ailleurs, les forces vives ont interpellé l'ensemble de la classe politique et les compatriotes de la diaspora à un sursaut de patriotisme, en donnant en tout temps et en tout lieu, la preuve pour chacun d'être animé par l'amour du pays et la préservation du patrimoine commun.

Roger Ngombé

ETAT-CIVIL

La mairie de Bacongo initie une campagne de délivrance de la carte nationale d'identité dans les écoles

L'administrateur-maire du deuxième arrondissement de Brazzaville, Simone Loubienga, a lancé le 8 janvier, au lycée Pierre-Savorgnan-de Brazza, l'opération qui se poursuivra pendant un mois dans d'autres lycées et collèges de son entité administrative.

Destinée aux élèves de 16 ans et plus ainsi qu'aux personnels des écoles publiques et privées d'enseignement général et technique de Bacongo, la campagne vise, entre autres, à épargner les apprenants, surtout les candidats aux examens d'Etat, des différentes tracasseries administratives. Pour ce faire, la mairie de Bacongo a déplacé son centre d'identification civile dans les différents établissements retenus pendant une période d'un mois. En effet, les élèves doivent dépo-

ser des dossiers composés, entre autres, d'une photocopie de l'acte de naissance, un formulaire ainsi qu'une somme de 2 000 FCFA à la direction de leur école. La somme servira pour les photos et l'authentification des pièces par le centre d'identification.

Pour la journée inaugurale, environ cent quatre-vingts dossiers ont été déposés au lycée Pierre-Savorgnan-de Brazza. Élève en classe de terminale D, Elcy Koubatika a vivement salué cette initiative qu'il croit très

bénéfique pour tous les apprenants. « Cette pièce est très importante pour nous. Lorsque nous rentrons en retard à la maison, les policiers nous interpellent très souvent et la première question qu'ils nous posent c'est de présenter la carte nationale d'identité », a-t-il reconnu. Même son de cloche du côté du proviseur du lycée Pierre-Savorgnan-de Brazza A qui a rappelé qu'il était rare de voir un responsable d'arrondissement déplacer ses services au profit des élèves et des agents dans une école. « Cela permet aussi aux élèves qui ont déjà 16 ans et plus, n'ayant jamais obtenu la carte nationale d'identité,

ainsi qu'aux agents qui ont perdu ou se sont vu les leurs expirées, de se faire établir une pièce dans un bref délai », a souligné Jean Médard Balounga.

Faciliter l'accès à la carte nationale d'identité

Ancienne élève au lycée Pierre-Savorgnan-de Brazza, Simone Loubienga justifie son initiative par le fait qu'à l'approche des examens, les candidats au baccalauréat sont souvent stressés par manque de carte nationale d'identité pour accéder dans les centres d'examen. « Nous avons pensé que la délivrance de la carte nationale d'identité, au centre d'identification basé au sein de notre arrondissement, allait poser quelques petits problèmes sur le plan logistique au niveau des élèves. C'est pourquoi, nous avons décidé de délocaliser ce centre dans les établissements scolaires pour leur faciliter la tâche et éviter des affluences à la mairie », a indiqué l'administrateur-maire de Bacongo, assurant que les demandeurs auront leur pièce en moins d'une semaine. Consciente de l'avenir des jeunes de son arrondissement, elle a rappelé que cette campagne avait également pour but de faciliter l'accès à la carte nationale d'identité. Un document qui doit, d'après elle, être quelque chose que tout le monde devrait avoir. Invitant les élèves au

travail, Simone Loubienga espère que les candidats au baccalauréat au lycée Pierre-Savorgnan-de Brazza donneront le meilleur d'eux-mêmes pour obtenir des résultats excellents cette année.

Le centre d'identification des cartes expirées fonctionne

La délivrance des pièces d'état-civil reste un véritable casse-tête dans la plupart des administrations publiques congolaises. En effet, il faut parfois verser des pots-de-vin pour acquérir un document dans les meilleurs délais. Interrogée par la presse, l'administrateur-maire de Bacongo a indiqué que chez elle, les délais sont souvent respectés. Selon elle, les quelques rares retards parfois observés sont dus au fait que les usagers viennent souvent au compte-goutte alors que pour envoyer la clé USB au centre d'identification du commissariat central, il faut quand même assez de demandeurs.

« Je demande donc aux habitants de Bacongo de venir nombreux se faire enrôler afin de recevoir leurs cartes nationales d'identité dans délais courts. Pour les personnes qui ont des cartes nationales d'identité de 2008, 2009, nous avons à Bacongo un centre qui s'occupe spécialement du renouvellement de leurs pièces », a informé Simone Loubienga.

Parfait Wilfried Douniama



Un agent et un élève se faisant établir une carte Adiac

DÉGRADATION DE LA NATIONALE 2

Des commerçants désemparés au marché lycée-Thomas-Sankara

Depuis que la voie s'est détériorée, des véhicules transportant des produits vivriers peinent à atteindre Brazzaville aux jours et heures habituels. Une situation qui paralyse les vendeurs.

Le constat a été fait le 8 janvier à la gare routière du marché lycée Thomas-Sankara, dans le neuvième arrondissement Djiri où, jusqu'à 9h du matin, aucun camion marchandises n'était arrivé. Habituellement à s'approvisionner en produits divers très tôt le matin, les commerçants sont contraints d'être un peu plus patients. Car, il n'y a qu'un seul véhicule qui arrive par jour ou rien du tout de toute la journée, d'après les témoignages recueillis sur le terrain.

Désemparées avec leurs sacs vides en main, des vendeuses de manioc, entre autres, étaient nombreuses à rentrer bredouille le matin, pendant que d'autres assises à même le sol, autour d'une causeuse, espéraient l'arrivée d'un véhicule dans les prochaines heures.

« Je dois attendre sinon j'utiliserai l'argent pour d'autres besoins », a confié une d'entre elles, prenant son café en atten-



Une vue de la nationale 2

« Je dois attendre sinon j'utiliserai l'argent pour d'autres besoins »

dant cette arrivée incertaine. Une autre, quant à elle, a promis d'aller voir du côté du port Yoro ou au péage de Kintélé au cas où elle ne trouverait pas gain de cause

jusqu'à 10h.

Les produits plus ou moins disponibles sur ce marché étaient la banane, l'ananas et le safou dont le prix du sac oscillait entre 20 000 et 25 000 FCFA.

La situation est autant compliquée au marché Bouemba, à Texaco, dans le cinquième arrondissement Ouenzé. Là-bas, les vendeuses de poisson d'eau douce déplorent des pertes énormes à cause des perturbations horaires dues au mauvais état de la route. Les véhicules qui quittaient Oyo, dans la Cuvette, à 14 h pour arriver à Brazzaville à 19h, se présentent

désormais le lendemain à 11h ou au-delà. Ce qui explique la rareté et le prix de plus en plus élevé du poisson d'eau douce sur le marché.

Notons que pour éviter d'abimer leurs véhicules mais aussi des tracasseries sur la route, certains transporteurs qui desservent la Nationale 2 ont suspendu le trafic. D'autres qui résistent encore ont,

par ailleurs, réduit les jours de desserte. C'est le cas de la société Océan du Nord qui a ramené à trois jours ses départs pour Ouesso, dans la Sangha, alors qu'elle s'y rendait tous les jours de la semaine. Le gouvernement devra arranger le plus vite possible cette route, épine dorsale de l'économie nationale.

Lopelle Mboussa Gassia

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE





L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

SANTÉ PUBLIQUE

Les étudiants chercheurs font des constats et des propositions

Les résultats des travaux de recherche mettant en exergue des suggestions pour améliorer les faiblesses constatées en matière de santé publique, afin d'éclairer la lanterne des décideurs, ont été présentés à la ministre de tutelle, Jacqueline Lydia Mikolo, le 7 janvier à Brazzaville.

Les axes de recherche au Centre inter-États d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac) en 2018 ont porté sur les thématiques diverses et variées. La qualité de la supervision des centres de santé, les dysfonctionnements du système d'évacuation sanitaire à l'étranger, la gestion des malades hospitalisés, les soins pédiatriques, la prévention des infections nosocomiales, la gestion des déchets biomédicaux solides sont, entre autres, les problématiques de santé publique passées au peigne fin par les étudiants chercheurs en mater du Ciespac. Les champs d'études ont été les centres de santé intégrés de quelques districts sanitaires de Brazzaville, le district sanitaire



La ministre et les encadreurs suivant la présentation des travaux (Adiac)

«Le pays compte sur vous pour renforcer les capacités du système de santé, le rendre performant afin d'améliorer à terme l'état de santé de la population »

Oyo-Alima, quelques hôpitaux de référence ainsi que le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (CHU).

A l'hôpital de base de Talangai, l'organisation de gestion des malades hospitalisés est acceptable. Selon l'étude, le niveau de satisfaction des patients est bon concernant l'accueil, l'hospitalisation, la prise en charge et le suivi. A Bacongo, les résultats de la recherche font état d'une bonne qualité de supervision dans les centres de santé du dis-

trict sanitaire avec un score de performances compris entre 63 et 100%.

Problèmes

En évaluant les connaissances, attitudes et pratiques sur le tabagisme chez les étudiants en médecine dans la capitale, il ressort que la fréquence du tabagisme est de 16%. L'âge de la première bouffée est de 15 ans. Par ailleurs, sur la santé de la reproduction volet obstétrique, concernant l'effectivité de la cé-

sarienne au CHU, celle-ci est aujourd'hui limitée à l'acte opératoire. Les médicaments et autres consommables sont payants. Ni la stratégie ni la directive n'ont été appliquées, révèle l'étude. Aussi, les femmes atteintes de fistule génitale ont des vellités suicidaires d'autant plus que peu d'entre elles bénéficie d'une réinsertion appropriée. Le système de référence et de contre référence du district sanitaire Oyo-Alima est inexistant sur les plans pratique et opérationnel.

Le processus des évacuations sanitaires à l'étranger souffre de dysfonctionnements au niveau administratif, médical et financier...

Suggestions

La réalité ainsi présentée appelle à redynamiser le système de référence et de contre référence sur les plans pratique et opérationnel, renforcer le plateau technique hospitalier du Congo afin de limiter au strict minimum les évacuations sanitaires, améliorer la communication avec les demandeurs d'évacuation, organiser des formations en soins essentiels immédiats des nouveaux en faveur des sages-femmes de l'hôpital de base de Talangai, s'attaquer au tabagisme à tous les niveaux en commençant par les jeunes qui constituent la couche la plus vulnérable à l'intoxication tabagique.

La ministre de la Santé et de la population s'est dite satisfaite de la qualité du travail réalisé par les étudiants chercheurs et leurs encadreurs. « *Le pays compte sur vous pour renforcer les capacités du système de santé, le rendre performant afin d'améliorer à terme l'état de santé de la population* », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo.

Rominique Makaya

SOLIDARITÉ

La fondation Ninon-Gouamba offre des vivres aux veuves de Moukondo

Le président de l'ONG a remis, le 8 janvier à Brazzaville, des kits de vivres aux veuves et démunies relevant du quartier 58 Ouenzé, zone Moukondo, pour leur permettre de passer ces premiers jours de l'année dans la joie.



Ninin Pachel Gouamba remettant un sachet de vivres à une maman démunie à Moukondo/Adiac

Une cinquantaine de mamans, en majorité veuves et démunies, a bénéficié des dons de la Fondation Ninon-Gouamba. Chacune d'elles a reçu un sachet complet comprenant des poulets congelés, du riz, de l'huile végétale, du sel, des tomates en boîte et bien d'autres articles de cuisine et assaisonnements des repas.

Une manière pour le président de la fondation d'apporter tant

« J'ai choisi le quartier 58 Moukondo, parce que c'est ici où je suis né. Je ne suis pas venu ici aujourd'hui en tant que député, plutôt comme un fils du quartier qui est venu souhaiter joyeuse et heureuse année 2019 à ses mamans. Il ne s'agit pas ici de donner les vivres aux démunies mais plutôt de partager le peu que j'ai eu avec mes mamans »

soit peu son réconfort moral aux mamans de son quartier, afin de démarrer cette nouvelle année dans l'espoir. « *J'ai choisi le quartier 58 Moukondo, parce que c'est ici où je suis né. Je ne suis pas venu ici aujourd'hui en tant que député, plutôt comme un fils du quartier qui est venu souhaiter joyeuse et heureuse année 2019 à ses mamans. Il ne s'agit pas ici de donner les vivres aux démunies mais plutôt de partager le peu que j'ai eu avec mes mamans* », a précisé Pachel Ninon Gouamba, qui est aussi député de ce quartier.

Réceptionnant le don, nombre de ces femmes ont témoigné leur reconnaissance à l'endroit du bienfaiteur et souhaité que ce genre d'initiatives se perpétue et se pérennise à leur égard.

Rappelons que cette ONG œuvre depuis quelques années dans le social où elle pose des gestes humanitaires en faveur des personnes démunies dans plusieurs quartiers de Brazzaville.

Firmin Oyé

BRILLE

L'écriture permet la réinsertion sociale des aveugles

Le directeur général de la Réadaptation du ministère des Affaires sociales, Guy Landry Diazitoukoulou, a indiqué le 4 janvier que l'écriture braille occupe une place de choix dans la vie des personnes vivant avec handicap visuel.

Guy Landry Diazitoukoulou l'a souligné, dans sa communication donnée sur le thème « Les enjeux de l'écriture braille dans la vie d'une personne déficiente visuelle », à l'occasion de la célébration de la journée internationale du braille. L'écriture braille, poursuit l'orateur, permet d'alphabétiser les aveugles de naissance, tardifs ou devenus à travers des cours d'initiation. Il est l'une des écritures rendues disponibles à la personne vivant avec handicap visuel pour la représentation de sa pensée par des signes tactiques conventionnels mais

aussi pour l'ameublement de son intellect afin d'échapper aux spéculations de la vie, a-t-il ajouté.

Selon lui, tout aveugle qui voudrait avoir une place dans la société est appelé à apprendre l'écriture braille dont le créateur est le français Louis Braille en 1824. « Avoir un enfant handicapé n'est pas une fin en soi parce que grâce à l'Institut national des aveugles du Congo et l'école inclusive de Kintélé en construction par l'organisation Viens et Vois, les enfants déficients visuels du Congo seront en mesure d'être sco-



Les membres de l'Association Viens et Vois donnant des communications (Adiac)

« Avoir un enfant handicapé n'est pas une fin en soi parce que grâce à l'Institut national des aveugles du Congo et l'école inclusive de Kintélé en construction par l'organisation Viens et Vois, les enfants déficients visuels du Congo seront en mesure d'être scolarisés, de devenir les cadres parce que si les valides utilisent les yeux pour lire, les aveugles utilisent l'écriture braille »

larisés, de devenir les cadres parce que si les valides utilisent les yeux pour lire, les aveugles utilisent l'écriture braille », a-t-il déclaré.

Le directeur général de la réadaptation a invité les personnes valides à avoir du respect et de la considération des personnes vivant avec handicap. Armand Guy Ndinga Okossa, membre du comité de pilotage de cette ONG, a fait le compte-rendu des travaux de construction de l'école inclusive de Kintélé et du

siège de l'association. Selon lui, les travaux de l'école inclusive financés par la Mission évangélique Braille Suisse s'exécutent normalement.

Les portes de cette école, a-t-il expliqué, s'ouvriront en octobre prochain. La création de cette école est de rapprocher leurs frères et sœurs déficients visuels vivant dans les périphéries de Kintélé afin d'avoir accès à l'écriture braille. Outre ces communications, une démonstration de l'écriture

braille à l'aide des machines et tablettes a été faite à cette occasion ainsi que la présentation des membres de l'association élus au Conseil consultatif des personnes handicapées. Notons que la rencontre a été dirigée par le vice-président de l'association « Viens et Vois », Dieudonné Mbimi. Elle avait pour objectif de sensibiliser les personnes malvoyantes aux différentes activités de l'organisation.

Lydie Gisèle Oko

DROITS DE L'HOMME

L'exploitation des êtres humains s'aggrave selon l'ONU

« La traite des êtres humains devient de plus en plus « horrible » dans les zones de conflit, où des groupes armés retiennent les femmes comme esclaves sexuelles et utilisent les enfants soldats pour semer la peur », indique le dernier rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Unodc), publié le 7 janvier à Vienne, en Autriche, prévenant ainsi une impunité généralisée.

Selon l'Unodc, les militants utilisent la traite comme un moyen de renforcer leur contrôle dans les zones où l'Etat de droit est faible. Les pays détectent et signalent davantage de victimes et condamnent davantage de trafiquants.

Le document a également constaté une nette augmentation du nombre d'enfants victimes de la traite, qui représentent désormais 30% du nombre total de victimes repérées, le nombre de filles étant nettement supérieur à celui des garçons. L'exploitation sexuelle reste le principal objectif de la traite, représentant environ 59%.

L'ambassadeur du Bélarus, Alena Kupchyna, qui a présidé la 28e session de la Commission et animé l'événement, a déclaré que la lutte contre le problème mondial de la traite des êtres humains était au cœur des travaux de la Commission. « Pratiquement tous les pays sont touchés par ce crime, que ce

soit en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des victimes », a indiqué Alena Kupchyna, présidente de la Commission pour la prévention du crime.

Pourtant, poursuit le rapport, la police et les procureurs ne sont souvent pas équipés pour faire face au recrutement et à l'exploitation d'enfants par des groupes extrémistes, alors que les condamnations mondiales des trafiquants restent très faibles.

« La traite des êtres humains est liée à la plupart des conflits armés. Dans les situations caractérisées par la violence, la brutalité et la coercition, les trafiquants peuvent opérer avec une impunité encore plus grande », a souligné, pour sa part, Yury Fedotov, directeur exécutif de l'Unodc.

« Enfants soldats, travail forcé, esclavage sexuel, la traite des êtres humains a pris une dimension horrible car, les groupes armés et les terro-

ristes l'utilisent pour semer la peur et convaincre les victimes de les inciter à recruter de nouveaux combattants », a-t-il ajouté.

Pour Yury Fedotov, l'attribution du prix Nobel de la paix 2018 à Nadia Murad, une ancienne esclave sexuelle de l'Etat islamique devenue activiste yazidi et ambassadeur de l'ONU était une « reconnaissance importante » et a appelé le monde à cesser d'utiliser le viol comme arme de guerre.

Les condamnations restent faibles...

Selon le rapport de l'Unodc, alors que les pays font de plus en plus de victimes, principalement des femmes, cibles de la traite à des fins sexuelles, et condamnent plus de trafiquants, le nombre total de condamnations reste très faible dans de nombreux pays, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. « Dans certains pays (...), les trafiquants ne risquent pra-

tiquement pas d'être traduits en justice », relève le rapport.

Environ quarante millions de personnes dans le monde vivent comme des esclaves, emprisonnées dans des travaux forcés ou des mariages forcés, à en croire une estimation historique du groupe de défense des droits de l'homme australien « Walk free foundation » et de l'Organisation internationale du travail. Cependant, les militants affirment que des données plus nombreuses et de meilleure qualité sont nécessaires pour suivre les progrès dans la poursuite de l'objectif de l'ONU visant à mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains d'ici à 2030, alors que de nombreuses victimes dans le monde, y compris des enfants soldats, ne sont plus comptées. « Des informations fiables et une base solide de preuves pour nos politiques sont deux des choses les plus importantes pour combattre ce crime écœurant de la manière la plus efficace pos-

sible. Nous avons simplement besoin de savoir de quoi il s'agit réellement », a signifié Karin Kneissl, ministre autrichienne des Affaires étrangères, lors du lancement du rapport.

La traite des êtres humains regroupe plusieurs formes d'exploitation des êtres humains, les plus courantes étant la prostitution, l'esclavage et le travail forcé. Une journée mondiale y est associée, le 30 juillet, proclamée « Journée mondiale de la dignité des victimes de la traite d'êtres humains ».

La traite des êtres humains générerait environ trente-deux milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel et constituerait la troisième forme de trafic la plus répandue au monde, après le trafic de drogues et d'armes. Chaque année, 2,5 millions de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, tomberaient sous l'emprise des trafiquants.

Yvette Reine Nzaba

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

APPELS À CANDIDATURE À L'INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL SOCIAL

Contexte

Créé par la loi n° 6-2015 du 19 février 2015, l'Institut National du Travail Social (INTS) est un dispositif emblématique du renforcement des capacités du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire (MASAH) et de l'ensemble du système de l'action sociale au Congo.

A ce titre, les missions principales de l'INTS sont :

- D'assurer la formation initiale et continue dans le domaine du Social (l'INTS forme actuellement des assistants des services sociaux, des éducateurs spécialisés, des animateurs de développement social local, et autres spécialités plus tard.) ;
- De développer la recherche-action et la recherche appliquée en travail social.

L'INTS est placé sous la tutelle administrative du ministère en charge des affaires sociales et sous la tutelle académique du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

A la rentrée académique 2017-2018, l'établissement accueille 120 étudiants au niveau de la licence et de 40 étudiants en master en encadrement des services sociaux. Les formations au cycle de licence sont organisées sur trois années conformément au système LMD et comporte une part importante de formation pratique sur les sites qualifiants des partenaires. Le cycle de formation au master est organisé sur une durée de deux années. L'année 2018 marque l'année de diplomation de la première cohorte d'étudiants de l'Institut au niveau de la licence.

Conformément au décret n°2018-311 du 16 août 2018 portant approbation des statuts de l'INTS, les deux ministères de tutelle recrutent :

1)-Pour le poste de Directeur Général

Sous l'autorité du Président du comité de direction, le Directeur général a pour mission de :

- Gérer l'Institut dans le cadre des orientations stratégiques approuvées par le comité de direction ;
- Préparer et exécuter les délibérations du comité de direction ;
- Présider le conseil d'établissement, le conseil pédagogique et le conseil scientifique ;
- Soumettre les avis du conseil d'établissement au comité de direction ;
- Préparer le programme d'activités, le budget et le rapport d'activités annuel de l'Institut ;
- Gérer les ressources humaines ;
- Nommer les jurys ;
- Représenter l'Institut dans tous les actes de la vie civile ;
- Ester en justice au nom et pour le compte de l'Institut ;
- Passer les contrats de fournitures, de services et des travaux conformément aux textes en vigueur en matière de passation des marchés ;
- Assurer la communication sur l'Institut ;
- Organiser, en liaison avec les sites qualifiants, les stages d'imprégnation et de spécialisation ;
- Organiser les activités physiques, sportives et culturelles

Qualifications et compétences

- Un diplôme de doctorat ;
- Des compétences avérées en gestion financière et en gestion des ressources humaines ;
- Une capacité d'analyse des enjeux financiers, stratégiques et humains d'un établissement d'enseignement supérieur ;
- Une bonne connaissance des enjeux de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche ;
- Capacité à conduire le dialogue social, sens de diplomatie, de facilité d'adaptation et de capacités de communication ;
- Excellente capacité relationnelle, capacité d'adaptation et aptitude à animer une équipe pluridisciplinaire dans un environnement complexe.

Expériences professionnelles

- Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction de direction ;
- Expérience de la coopération avec des partenaires techniques et financiers, de pilotage et de gestion de projets ;
- Expérience de direction dans un établissement d'enseignement supérieur, ou d'une composante importante d'un établissement de ce type, dans ses dimensions pédagogique, administrative et financière ;
- Expérience dans la conduite de projets structurants, notamment sur le volet financier.

2)-Pour le poste de Directeur des affaires académiques

Sous l'autorité du Directeur Général, le directeur des affaires

académiques a pour mission de :

- Coordonner l'ensemble des activités pédagogiques ;
- Veiller à l'application des programmes d'enseignement ;
- Organiser les réunions pédagogiques ;
- Organiser les échanges d'enseignants avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires ;
- Centraliser et traiter toutes les demandes de candidature des étudiants ;
- Veiller à l'harmonisation des programmes avec les avis des organes consultatifs ;
- Elaborer et exécuter le planning des examens et concours ;
- Suivre le déroulement des concours d'entrée ;
- Veiller à la planification des stages pratiques des étudiants ;
- Organiser des stages de recyclage et de perfectionnement des techniciens et cadres supérieurs en travail social ;
- Coordonner tous les stages ainsi que les contenus de la pédagogie pratique et appliquée ;
- Identifier et être en relation avec les sites qualifiants de stage ;
- Préparer les accords avec les sites qualifiants ;
- Mettre en place la formation et l'accompagnement des acteurs associatifs susceptibles de recevoir les stagiaires, dans le développement de leurs structures et de leurs projets ;
- Mettre en place les activités spécifiques de formation adaptées aux problématiques sociales.

Qualifications et compétences

- Un diplôme de doctorat ;
- Bonne connaissance du système et des institutions de l'enseignement supérieur en République du Congo ;
- Bonne connaissance de la structuration et du schéma institutionnel de l'enseignement supérieur et de recherche ;
- Capacité à gérer des programmes de formation relevant du champ de l'action sociale ;
- Grande capacité d'écoute et de direction d'équipes pluridisciplinaires ;
- Capacité à coordonner des activités pédagogiques et capacité d'accompagner le personnel académique dans la formation de formateur ;
- Maîtrise des outils bureautiques ;
- Aptitudes à la communication et excellent niveau relationnel ;
- Capacité d'adaptation à différents publics cibles ;
- Connaissance du champ de l'action sociale et de ces partenaires en République du Congo et plus particulièrement des sites qualifiants ;
- Connaissance du système LMD.

Expériences professionnelles

Expérience de minimum 3 ans en matière de pédagogie, de gestion et organisation de la scolarité et de gestion de concours et examens ;

Expérience réussie en gestion d'équipe pluridisciplinaire ;

Expérience réussie en matière académique.

3)-Pour le poste de Directeur des affaires administratives, financières et des ressources humaines

Sous l'autorité du Directeur Général, le directeur des affaires administratives, financières et des ressources humaines a pour mission de :

- Gérer les affaires administratives ;
- Gérer les finances, le matériel et les équipements ;
- Gérer les ressources humaines ;
- Tenir à jour la comptabilité matière ;
- Préparer et exécuter le budget de l'Institut ;
- Assurer le suivi médical et l'accompagnement social des personnels et étudiants de l'Institut.

Qualifications et compétences

- Un diplôme de MBA ou un diplôme équivalent dans le domaine de l'administration et/ou des finances ;
- Compétences avérées en comptabilité publique et en règles de procédures budgétaires ;
- Une bonne connaissance des procédures, des circuits financiers et de la réglementation en vigueur en matière de gestion de personnel en République du Congo ;
- Une bonne connaissance de l'utilisation des logiciels comptables ;
- Capacité d'assurer l'engagement, la liquidation des dépenses et le mandatement des dépenses ;
- Capacité de suivre les encaissements, préparer et procéder au règlement de la dépense ;
- Capacité de suivre les opérations comptables et établir un état de trésorerie ;

- Capacité de fixer des objectifs clairs, de déléguer, de motiver et d'apprécier le personnel ;
- Excellente capacité relationnelle, capacité d'adaptation et aptitude à animer une équipe pluridisciplinaire dans un environnement complexe.

Expérience professionnelle

- Une expérience de minimum de 8 ans dans la gestion des finances de l'État,
- Une expérience d'au moins quatre ans en matière de gestion des ressources humaines de préférence dans l'administration publique ;
- Une expérience de gestion de projet sur financement des partenaires techniques et financiers serait un atout.

4)-Pour le poste de Directeur de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité

Sous l'autorité du Directeur Général, le Directeur de la recherche, de la documentation et de l'assurance qualité a pour mission de :

- Proposer les thèmes de recherche en relation avec le travail social ;
- Diffuser les résultats des études et des recherches en travail social ;
- Produire et diffuser des documents en relation avec le travail social ;
- Animer des conférences sur les thèmes sociaux ;
- Gérer les archives et la documentation.

Qualifications et compétences

- Un diplôme de doctorat ;
- Bonne connaissance de la recherche, plus particulièrement de la recherche en travail social et des institutions de recherche en République du Congo ;
- Bonne connaissance de la structuration et du schéma institutionnel de l'enseignement supérieur et de recherche ;
- Capacité à diriger des recherches-actions et des recherches appliquées dans le champ de l'action sociale ;
- Capacité à diriger des équipes pluridisciplinaires ;
- Très bonne connaissance de la démarche qualité en formation supérieure et en recherche ;
- Connaissance des procédures des organismes de financement de la recherche.

Expériences professionnelles

- Expérience de minimum 3 ans dans le domaine de la recherche ;
- Expérience avérée en gestion d'équipes pluridisciplinaires de recherche ;
- Expérience avérée en milieu de la recherche ;
- Expérience avérée de développement de réponse d'appels d'offres de recherche ;
- Expérience avérée de recherche appliquée, de recherche-action dans le domaine de l'action sociale.

Les modalités de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés à Madame le Ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire, et se composent de la manière suivante :

1. Une lettre de motivation ;
2. Un CV précisant les compétences du candidat, sa formation académique, son expérience professionnelle et les responsabilités universitaires, professionnelles ou administratives qu'il a assurées. Ce CV doit être signé par le candidat et porter sa photo d'identité ;
3. Les copies conformes des diplômes.

Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le 31 janvier 2019 à 14h00 au secrétariat du cabinet du Ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire (ex-immeuble de la direction centrale de la Solde), situé derrière le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous :
contact@affaires-sociales.gouv.cg.

Les candidats retenus après examens des dossiers passeront des entretiens.

Fait à Brazzaville, le 08 janvier 2019

MADAGASCAR

Confirmation de la victoire d'Andry Rajoelina



La Haute Cour constitutionnelle (HCC) a confirmé, hier, l'élection d'Andry Rajoelina au second tour de la présidentielle, avec 55,66% des suffrages.

« Nous déclarons que M. Andry Nirina Rajoelina est élu président de la République. Il va prendre ses fonctions dès son investiture qui sera faite lors d'une cérémonie officielle organisée par la HCC », a déclaré le président de la HCC, Jean Eric Rakotoarisoa.

A la sortie du siège de la Cour à Ambohidahy, aucun des deux candidats n'a fait de commentaire.

Le nouveau président exercera ses fonctions après la passation de pouvoir avec Hery Rajaonarimampianina, ancien président élu de Madagascar, en présence du chef d'Etat par intérim, Rivo Rakotovo.

CATASTROPHES NATURELLES

Des pertes évaluées à 155 milliards de dollars pour 2018

Selon le rapport sigma du réassureur Swiss re, les calamités naturelles ont coûté 155 milliards de dollars aux économies mondiales l'an dernier.

Alors que l'année 2018 a été plus marquée par une succession de catastrophes de moyenne envergure comparativement à l'année 2017, ces événements ont néanmoins eu un lourd impact économique et humain.

Au total, environ onze mille personnes ont été tuées par les catastrophes naturelles au cours de l'année dernière. Cent quarante-six milliards de dollars de

pertes économiques ont été causées par les catastrophes d'origine naturelle tandis que les catastrophes causées par l'homme ont causé des dégâts de neuf milliards de dollars.

Les ouragans Michael et Florence aux Etats-Unis, les inondations au Kerala en Inde ou la sécheresse à Cape Town en Afrique du Sud sont autant d'événements qui ont marqué

l'année 2018. Près de soixante-dix milliards de dollars des pertes économiques qu'ils ont engendrées ont été couverts par l'assurance, indiquent les statistiques.

Notons que l'année 2018 est estimée comme étant la quatrième la plus coûteuse pour les économies en termes de pertes couvertes par le secteur des assurances, alors qu'elles ne représentent que moins de la moitié des trois cent cinquante milliards de dollars de l'année 2017.

Josiane Mambou Loukoulou

SAHARA OCCIDENTAL

L'envoyé personnel du secrétaire général attendu à New York

Horst Köhler présentera, le 29 janvier, les conclusions des premiers pourparlers quadripartites tenus les 5 et 6 décembre derniers à Genève, a-t-on appris.

Les résultats de la première table ronde qui a réuni, les 5 et 6 décembre 2018 à Genève, le Maroc, l'Algérie, le Polisario et la Mauritanie, sont à l'ordre du jour du briefing de Horst Köhler devant le Conseil de sécurité.

La rencontre de Genève s'était déroulée « dans un climat serein et positif », avait indiqué l'ONU, annonçant qu'un accord avait été obtenu auprès des quatre protagonistes pour se rencon-

trer à nouveau dans la capitale suisse, début mars et fin avril 2019. A l'occasion du briefing de New York, Horst Köhler annoncera également les démarches qu'il entend entreprendre dans les mois à venir en vue de remettre sur les rails le processus politique mis à l'arrêt depuis mars 2012.

Pour l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, il ne peut y avoir de solution au

conflit du Sahara "sans l'implication de l'Algérie".

Rappelons que ce rapport sera présenté à trois mois seulement de la réunion semestrielle du Conseil de sécurité, prévue fin avril. La reprise du dialogue politique restera le principal enjeu de cette échéance devenue semestrielle depuis avril 2018, sous l'instigation de Washington, qui veut ramener à tout prix les parties à la table des négociations pour solder ce différend régional créé autour du Sahara.

Noël N'dong

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



BANQUE MONDIALE

Le président du groupe quittera ses fonctions en février

Jim Yong Kim a annoncé sa démission, le 7 janvier. Une surprise qui donnera à l'administration Trump, hostile au multilatéralisme, l'occasion de désigner la nouvelle direction de l'institution-phare du développement économique.

Dans un communiqué, Jim Yong Kim, qui a présidé la Banque mondiale pendant six ans, indique seulement qu'il va rejoindre « une société » d'investissements et se focaliser « sur les investissements dans les infrastructures dans les pays en développement ».

Un Américain est habituellement nommé à la tête de la Banque mondiale tandis que la direction du Fonds monétaire international est confiée généralement à un Européen. Ce partage des rôles, fortement contesté par les pays émergents, ouvre la voie à une nomination d'un nouveau dirigeant par l'administration Trump, qui est très critique vis-à-vis des prêts de la Banque mondiale (BM) envers certains pays comme la Chine. Jim Yong Kim, âgé de 59 ans,



Jim Yong Kim

dont la démission sera effective le 1er février, sera remplacé dans l'intérim par Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale. Il avait été promu par le président démocrate Barack Obama à la tête de la BM en 2012, puis reconduit en 2016 et son mandat devait durer jusqu'en 2021.

« Cela a été un grand honneur que de servir en tant que président d'une institution remarquable, forte d'un personnel

passionné dédié à sa mission qui est d'éliminer l'extrême pauvreté de notre vivant », a-t-il dit dans un communiqué qui ne donne pas la raison de son départ.

« Le travail de la Banque mondiale est plus important que jamais alors que les aspirations des pauvres progressent dans le monde et que les problèmes comme celui du changement climatique, des épidémies, des famines et des réfugiés conti-

nent de croître en ampleur et en complexité », a encore écrit Jim Yong Kim.

Bilan contesté

Sous sa houlette, l'institution de développement qui compte cent quatre-vingt-neuf pays membres est parvenue à boucler une augmentation de capital et a eu davantage recours au secteur privé pour financer des projets dans les pays en développement. Mais en interne, le

avait déstabilisé à l'époque les quelque quinze mille salariés de cette institution qui a toujours été présidée par un Américain depuis sa création en 1945.

Avant son renouvellement à la tête de l'institution, l'association des personnels de la BM avait dénoncé une « crise de leadership » et plusieurs anciens cadres avaient déploré, dans une lettre ouverte, l'absence d'une « stratégie claire » et appelé à un processus de sélection

« Le travail de la Banque mondiale est plus important que jamais alors que les aspirations des pauvres progressent dans le monde et que les problèmes comme celui du changement climatique, des épidémies, des famines et des réfugiés continuent de croître en ampleur et en complexité »

bilan de Jim Yong Kim, médecin de formation, avait été hautement contesté, même avant son renouvellement à la tête de l'institution internationale. Il avait dû affronter une grogne interne inédite alimentée par une réorganisation contestée et une controverse sur le versement de bonus à de hauts dirigeants en 2014.

Son plan d'économie de quatre cents millions de dollars, accompagné de licenciements,

plus transparent et ouvert.

Un appel à candidatures avait été lancé avant la fin de son premier mandat mais avait été verrouillé par les Etats-Unis, premiers actionnaires de la BM, qui s'étaient empressés d'apporter leur soutien à un second mandat du président sortant, décourageant ainsi toute candidature dissidente.

Josiane Mambou Loukoula
et AFP

« Cela a été un grand honneur que de servir en tant que président d'une institution remarquable, forte d'un personnel passionné dédié à sa mission qui est d'éliminer l'extrême pauvreté de notre vivant »

VŒUX DE NOUVEL AN AU COUPLE PRÉSIDENTIEL

Dans l'invocation de Nkouembali pour la bénédiction du Congo, la Cour royale de Mbé exprime hautement ses souhaits de bonheur, de prospérité, de longévité et de réussite à l'endroit de son Excellence M. Denis Sassou N'Gusso, président de la République, chef de l'Etat, ainsi qu'à sa très chère épouse et à sa famille.

Que l'année 2019 consolide sa vocation de bâtisseur infatigable d'une nation paisible et émergente.

Le porte-parole

Prince Louis Nsalou

DISTINCTION:

« Congo Stories » désigné meilleur livre d'Amazon du mois de décembre

L'ouvrage « Histoires du Congo: combattre cinq siècles d'exploitation et de cupidité » est coécrit par l'écrivain américain primé, John Prendergast, et le Congolais Fidel Bafilemba, avec des photos prises par l'acteur américain Ryan Gosling, la préface de Soraya Aziz Souleymane et la contribution de Chouchou Namegabe.



John Prendergast, Fidel Bafilemba, Chouchou Namegabe et Ryan Gosling aux Etats-Unis

Fidel Bafilemba, Ryan Gosling, Chouchou Namegabe et John Prendergast ont parlé de « Congo Stories », le 10 décembre dernier, aux Etats-Unis, à la librairie The West Hollywood. Cet ouvrage a été désigné meilleur livre dans les catégories « Biographies et mémoires, histoire et non-fiction ». Le livre de trois cent cinquante-deux pages, publié le 4 décembre 2018, relate

également l'histoire de la vie du Dr Denis Mukwege, lauréat du prix Nobel de la paix 2018. Il se propose de relater la manière dont la population et les ressources de la République démocratique du Congo (RDC) ont été utilisées au cours des cinq derniers siècles pour construire, développer, faire progresser et protéger les Etats-Unis et l'Europe. En outre, il souligne le prix

dévastateur que le Congo a payé pour ce soutien. Cependant, explique-t-on, la manière dont le monde traite avec le Congo est finalement en train de changer et le livre raconte les histoires remarquables de ceux qui, au Congo et aux Etats-Unis, ont dirigé cette transformation. Pour rédiger cet ouvrage, Ryan Gosling et John Prendergast se sont rendus en RDC pour docu-

menter certaines des histoires non seulement des éminents Congolais qui construisent un meilleur avenir pour leur pays mais également des jeunes Congolais qui surmontent d'énormes difficultés simplement pour aller à l'école et prendre soin de leurs familles. « Congo Stories » parle l'époque précoloniale, l'occupation belge, l'indépendance de 1960 et la situation actuelle sous la présidence de Joseph Kabila. L'ouvrage aborde de nombreux aspects, de la vente d'esclaves envoyés travailler dans les plantations américaines à l'exploitation continue des nombreuses ressources naturelles du pays : caoutchouc et ivoire au début du siècle dernier, uranium pour développer la bombe atomique et, aujourd'hui, l'étain, le tantale ainsi que le tungstène utilisés dans les téléphones et ordinateurs portables ou le cobalt, essentiel aux batteries des voitures électriques.

Des perspectives sur la RDC
À travers les photographies de la vie quotidienne congolaise de Ryan Gosling, les profils d'activistes héroïques congolais dressés par Fidel Bafilemba et les récits de John Prendergast sur

l'histoire extraordinaire et les mouvements sociaux en évolution qui relient directement le Congo aux Etats-Unis et à l'Europe, explique-t-on, « Congo Stories » ouvre des perspectives sur l'histoire, les gens, les défis, les possibilités et les mouvements qui pourraient changer le cours du destin du Congo.

John Prendergast est le cofondateur d'« Enough project » au Center for american progress dont l'objectif est de construire un mouvement pour mettre fin au génocide et aux crimes contre l'humanité. Enough Project se concentre sur les crises au Soudan, dans l'est du Congo et dans les zones d'Afrique touchées par l'Armée de résistance du Seigneur.

Ryan Gosling, acteur canadien de 38 ans, collabore avec Enough Project depuis dix ans. C'est en 2008 qu'il a effectué un voyage dans le nord de l'Ouganda avec et John Prendergast, suivi, deux ans plus tard, d'un voyage dans l'est de la RDC, qu'ils ont sillonné en compagnie de Fidel Bafilemba. C'est à l'occasion d'un deuxième séjour en RDC, des années plus tard, qu'a émergé l'idée d'un ouvrage regroupant les travaux respectifs des trois hommes.

Patrick Ndongidi

GUINÉE

Le taux de desserte en électricité est passé de 51 à 86% en huit ans

Le pays a amélioré sa desserte en électricité grâce à la réforme et aux investissements dans le secteur, a annoncé, le 7 janvier, le ministre guinéen de l'Energie et de l'hydraulique.

Cheick Taliby Sylla a précisé, lors d'une conférence de presse, que la production d'énergie était passée de 696 gigawatts/heure avant la construction du barrage hydro-électrique de Kaléta avec la coopération chinoise à 1 876 GWh en 2018. A ce titre, quarante-deux localités rurales situées le long du réseau interconnecté de Conakry à Labé (à plus de 400 km au nord-est) ont pu être alimentées en électricité, a noté le ministre. Avec l'augmentation de la population et des zones industrielles dans les différentes villes du pays, l'accroissement de la demande en électricité a plus que doublé, passant de 162 mégawatts en 2014 à 367 MW en 2018, selon Cheick Taliby Sylla.

Alors que le taux d'électrification était en 2013 de 13,4%, en moyenne nationale (7,6% en zone rurale et 21,6% pour le réseau interconnecté dans son ensemble), il est passé en 2018 à 35,2% en moyenne (23,5% en zone rurale et 54,3% pour le réseau interconnecté). « La demande a plus que doublé, le taux d'électrification a presque triplé », a souligné le ministre de l'Energie. Par ailleurs, avec la mise en service du barrage hydro-électrique de Souapiti d'une capacité de 450 MW, financé et construit par la Chine, la capacité totale pourrait atteindre 1 000 MW en 2020, a-t-il indiqué.

« La demande a plus que doublé, le taux d'électrification a presque triplé »

La Guinée compte plus de mille six cents cours d'eau et huit bassins fluviaux pour un potentiel hydroélectrique estimé à plus de 6 200 MW.

AFRIQUE DU SUD

La fièvre aphteuse détectée dans le pays

La maladie a été découverte dans la province sud-africaine du Limpopo (nord-est), a révélé hier le ministère de l'Agriculture, des forêts et de la pêche (Daff).

Le Daff a indiqué que les échantillons prélevés sur du bétail qui boitait s'étaient révélés positifs à la fièvre aphteuse ; une maladie virale très contagieuse qui touche les vaches, les cochons (domestiques et sauvages), les mou-

tons, les chèvres et les autres animaux bi ongulés.

« Une équipe d'experts du ministère et des services vétérinaires du Limpopo est actuellement sur le terrain pour mener une enquête, vérifier les résultats et déterminer l'étendue de l'épidémie », a expliqué le porte-parole du Daff, Khaye Nkwanyana.

L'Organisation internationale

de la santé animale a été informée lundi de la présence de la maladie dans la province sud-africaine. Suite à cela, elle a temporairement suspendu le statut de pays sans fièvre aphteuse de l'Afrique du Sud. « La zone touchée a été placée en quarantaine et aucun déplacement d'animaux et de produits animaliers n'est autorisé », a poursuivi Khaye Nkwanyana.

RWANDA

Les investissements atteignent un niveau historique en 2018

Le Conseil de développement du Rwanda (RDB) a annoncé, mardi, que les investissements enregistrés dans le pays ont atteint les deux milliards de dollars l'année dernière, pour la première fois dans son histoire.

Le Rwanda est de plus en plus considéré comme un pays où il est bon de faire du commerce et qui sert de tremplin pour accéder aux incroyables opportunités offertes par le continent, a déclaré le directeur des investissements du RDB, Guy Baron,

dans un communiqué publié dans la capitale, Kigali.

Le département national des investissements a enregistré cent soixante-treize projets d'investissement au Rwanda, estimés à 2,006 milliards de dollars en 2018, soit une augmentation de 20% par rapport à 2017, selon le communiqué. Sur l'ensemble des investissements enregistrés l'année dernière, environ 26% représentent les projets orientés vers les exportations, a poursuivi le communiqué. L'industrie, la

mine, l'agriculture et la transformation alimentaire ont représenté 57% de ces investissements, et les autres secteurs qui ont attiré d'importants investissements sont le tourisme, la santé, les services commerciaux et les TIC.

En 2018, 49% des investissements enregistrés provenaient des investisseurs domestiques, 47% des investissements directs étrangers, 4% des joint-ventures réunissant investisseurs locaux et étrangers.

Xinhua

CONTENTIEUX À LA FÉDÉRATION DE JUDO

La requête de Marien Ikama Ngouabi jugée irrecevable

La Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (Ccas) a estimé que la plainte a été déposée au-delà du délai requis.

« L'action à la chambre se prescrit par deux mois. Le requérant a engagé son action en annulation des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 2017 en date du 15 décembre 2018. Il s'en suit que cette action engagée un an plus tard doit être déclarée irrecevable », a indiqué le premier vice-président de la Ccas, Michel Niambi, le 7 janvier. Marien Ikama Ngouabi n'a donc pas obtenu gain de cause.

La chambre ne pouvait pas, en effet, analyser le fond du dossier qui n'était correcte dans la forme.

Par la même occasion, le président de la Ccas, Michel Kaboul Mahouta, a exhorté les dirigeants sportifs à maîtriser le contenu des textes qui régissent le fonctionnement de



Les membres de la Ccas (Adiac)

leurs différentes structures sportives, les fédérations notamment. Le constat est tel

que les statuts et le règlement intérieur ne sont souvent pas respectés.

En rappel, le président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées, Marien Ikama Ngouabi, avait saisi la Ccas pour obtenir l'annulation des décisions

de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 2017 l'ayant destitué et mis en place le Comité de normalisation.

Laquelle assemblée avait été convoquée par le premier vice-président, Me Francis Ata Asiokaha, selon la volon-

té exprimée par les deux tiers de ses membres tel que prévu par les textes statutaires. La Ccas a déclaré la requête irrecevable. « Vous devez avoir le fair-play, parce que le sport unit les peuples », a souligné le président de la Ccas.

Rominique Makaya

« Vous devez avoir le fair-play, parce que le sport unit les peuples »

VIE DES CLUBS

Le staff technique de l'AC Léopards de Dolisie limogé

La défaite face à V. Club Mokanda 0-2, lors de la 5e journée, est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'entraîneur Cyril Donga et Cyr Niaty, son adjoint, ont été mis à la porte. Didier Mayanith assurera l'intérim sur le banc de touche.

La descente aux enfers de l'AC Léopard de Dolisie se confirme chaque journée qui passe. En cinq matchs disputés depuis le coup d'envoi du championnat national d'élite ligue 1, les Fauves du Niari n'ont réalisé pour performance que le nul d'un but partout arraché devant Nico Nicoyé. Les quatre autres matchs, défaite sur défaite. « Une grande première depuis 2009 », témoignent les observa-

teurs du football congolais. Pendant près de dix ans, en effet, l'AC Léopards, faisant la pluie et le beau temps du football congolais, n'avait jamais connu une telle contre-performance : un seul point en cinq journées. L'une des principales raisons de ces contre-performances est sans nul doute l'ossature de l'équipe. Plus de la moitié des pièces maîtresses de l'effectif est aujourd'hui à l'AS Otho. Les

nouvelles recrues semblent ne pas être à la hauteur des défis même si, visiblement, le club a commencé à perdre de sa superbe après le départ de l'ancien président Rémy Ayayos Ikounga. Celui-ci avait pris sa retraite sportive, il y a environ un an, après avoir passé neuf ans au service de ce club avec un palmarès élogieux.

A entendre certains supporters des Fauves du Niari, virer le staff technique n'était pas une solution appropriée. Selon eux, il est plutôt question de renforcer l'ossature par un recrutement répondant aux attentes et aux



objectifs du club qui n'est plus à présenter tant sur le plan national que continental. Le nouveau président de l'AC Léopards de Dolisie, Martin Gilles Otto Domoraud, élu depuis décembre 2018, prendra assurément

toutes les mesures adéquates permettant à l'équipe de relever la tête. Le championnat national n'est, d'ailleurs, qu'à son début même si les points perdus ne se rattrapent pas.

R.M.

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2019

L'Égypte inaugure la nouvelle formule

Le pays des Pharaons a été désigné pour abriter la 32^e édition de la compétition, la première version du genre puisque la Confédération africaine du ballon rond a modifié la sormule. Ce sera, en effet, la première édition qui regroupera vingt-quatre nations. Le fait que la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019 se disputera du 15 juin au 13 juillet (été) est une grande première. L'Égypte, soulignons-le, a déjà organisé quatre CAN (1959, 1974, 1986 et 2006) dont trois remportées à domicile. Pays le plus titré du continent avec sept trophées, l'Égypte est jusque-là l'unique nation à avoir

remporté la CAN trois fois d'affilée : 2006, 2008, 2010.

Pour la CAN 2019, plusieurs pays ont déjà obtenu leur qualification avant la dernière journée des éliminatoires prévue en mars prochain. Il s'agit notamment de Madagascar qui sera à sa première participation, de la Tunisie (championne d'Afrique 2004 à domicile), du Sénégal, du Maroc, du Mali, du Nigeria, de l'Ouganda, l'Algérie, la Guinée, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire. L'Égypte avait déjà obtenu sa qualification bien avant sa désignation comme pays organisateur.

R.M.

VIENT DE PARAÎTRE

« KALA ou le poids du secret et autres tranches de vie... »

L'auteure-conférencière, Assia-Printemps Gibirila, présente son douzième opus comme étant une œuvre inspirée de faits au fil de l'actualité dont le point commun entre protagonistes est la liberté ou, du moins, toutes les problématiques de vie qui peuvent l'entraver.

«Kala ou le poids du secret et autres tranches de vie...», pari peut-être un petit peu audacieux, estime Assia-Printemps Gibirila. « J'ai produit cette œuvre en autoédition » confie-t-elle. Et d'expliquer sa démarche par une volonté de proposer aux lecteurs une

création personnelle de A à Z, de l'écriture à la conception de la maquette du livre.

Dans cet ouvrage de onze fictions, la Congolaise revient sur l'observation et le reportage du quotidien de ses contemporains. Elle puise à la fois sur les facteurs politiques, sociaux, humains qui

entravent de nos jours les libertés dans plusieurs pays à travers le monde et qui engendrent, très souvent, la guerre et la dictature.

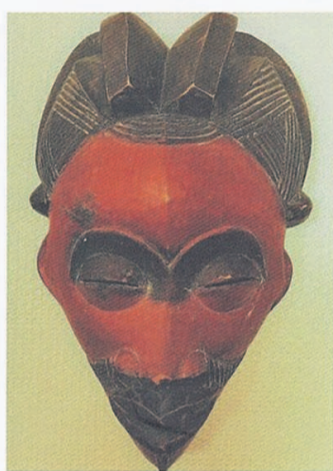
Tour à tour, elle évoque les séquences de vie sous l'emprise de la guerre ou d'une dictature, des difficultés de celles ou ceux qui optent pour une orientation sexuelle différente dans une société traditionnelle ou, plutôt, choisissent l'intégrisme sectaire, subissent les enlèvements ou les personnes atteintes des fléaux du moment. « A travers le quotidien vu de loin et pourtant si proche, je rends hommage aux «bousculés de la vie» d'hier, d'aujourd'hui et de demain », se justifie-t-elle avant les tables rondes et séances de dédicaces très prochainement, entre autres rendez-vous littéraires de 2019, au 19e salon du livre et des cultures au Luxembourg.

Assia-Printemps Gibirila, auteure afro-asiatique, dix ans déjà depuis sa première parution en 2009, est née en 1958 à Bordeaux.

Marie Alfred Ngoma

« A travers le quotidien vu de loin et pourtant si proche, je rends hommage aux «bousculés de la vie» d'hier, d'aujourd'hui et de demain »

Assia-Printemps GIBIRILA



KALA ou le poids du secret et autres tranches de vie...

MUSIQUE

«Sauvetage», un nouvel opus de Jah Thiano

L'artiste musicien reggae vient de mettre dans les bacs le titre de son maxi single.



Le maxi single produit par Lily Bizz, avec l'appui du Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper) et de la fondation Makeda, compte trois titres «Papa irresponsable», «Enfant soldat» et «Protégez les enfants». C'est une exhortation du reggaeman à plus d'égard à l'endroit des enfants, la couche juvénile qui constitue l'avenir de demain. Ces chants à la fois moralisateurs et éducatifs visent la prise de conscience des adultes face aux dangers que courent les enfants. De sa voix qu'accompagne le rythme reggae, le musicien essaie d'extirper le mal de la jeunesse actuelle martyrisée, abandonnée à son triste sort et, surtout, instrumentalisée. Au lieu de s'émouvoir, chacun doit plutôt se regarder comme dans un miroir dans la peau de la victime et du bourreau, lance-t-il. Une négligence coupable qui expose les jeunes à la délinquance, à l'enrôlement dans les bandes armées et aux déviances de toutes sortes.

Jah Thiano est l'initiateur du festival Reggae Kongo dia Ntтила qui vise à revaloriser le reggae au Congo, en général, et à Pointe-Noire, en particulier.

Hervé Brice Mampouya

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL AOI N° F009/PEEDU-FIAE 2019
POUR L'ACQUISITION DE PIÈCES DE MAINTENANCE POUR LES UNITÉS DE PRODUCTION D'EAU POTABLE
AU PROFIT DE LA CONGOLAISE DES EAUX (LCDE)
EX- SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (SNDE).**

Date : Le 04 Janvier 2019



1. Le gouvernement de la République du Congo a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet d'Extension en Zones périphériques et du renforcement du Service d'eau Potable à Brazzaville (PEPS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement, notamment le Fonds d'Investissement et d'Aide à l'Exploitation (FIAE) dont l'unité de coordination du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain est Maître d'Ouvrage délégué, sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de fourniture de pièces de maintenance pour les unités de production d'eau potable au profit de La Congolaise des Eaux (LCDE) ex-Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE).

2. L'Unité de coordination du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture de pièces de maintenance pour les unités de production d'eau potable notamment des pompes (submersibles, immergées, suceuses et doseuses) et du matériel électrique (contacteur relais thermiques, ...).

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'unité de Coordination du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)

2^e étage du siège du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier
B.P 2099 Brazzaville, République du Congo,

Tel: +242 05 556 87 87

E-mail: pedu_congo@yahoo.fr

et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à la même adresse de Neuf (9) heures à quinze (15) heures, du lundi au vendredi

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents

d'Appel d'Offres complets en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de Trois cent mille (300 000) FCFA. Le paiement devra être effectué uniquement sous la forme d'un versement au compte du PEEDU N° 30011 00020 90000130905 77 domicilié au Crédit du Congo agence de Brazzaville. Le Document d'Appel d'offres sera alors retiré au PEEDU contre remise d'un récépissé.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et le Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 07 Mars 2019 à 12 heures.

7. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission pour un montant de quinze millions (15 000 000) FCFA. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessus, le 07 Mars 2019 à 13 heures.

8. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Situation et performance financière basée sur les formulaires FIN3-1 et FIN 3.2

- Capacité technique basée sur le formulaire EXP 1

(Voir les Documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées).

Le Coordonnateur

Maurice BOUESSO

CENTRAFRIQUE

Le gouvernement et les Nations unies initient un plan d'aide pour les personnes vulnérables

Pour faire face et répondre aux besoins des individus les plus fragiles dans le pays, les deux parties ont lancé officiellement, le 7 janvier, le nouveau plan de réponse humanitaire 2019.

D'un montant de quatre cent trente millions de dollars, le plan de réponse humanitaire ambitionne d'atteindre environ un million de la population centrafricaine, notamment celle qui est en extrême vulnérabilité.

Selon le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha), la mise en œuvre de ce plan fait suite à un constat selon lequel, la République centrafricaine (RCA) continue de traverser une crise humanitaire complexe et profonde. Car, un Centrafricain sur quatre est soit déplacé, soit réfugié. Le nombre de personnes ayant besoin d'aide et de protection étant passé de deux millions à deux millions et demi, dont un million de personnes ont besoin d'une assistance aiguë et immédiate, soit une augmentation de

16% par rapport à l'année 2018. Ce plan est organisé autour de trois objectifs stratégiques : sauver la vie des personnes, renforcer la protection de la population affectée et préserver la dignité humaine, tout en favorisant l'accès aux services essentiels.

« La situation en RCA est marquée par une détérioration de la situation sécuritaire, avec une hausse d'attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires. Plus de mille incidents de protection par mois ont été répertoriés en 2018 et le nombre d'attaques contre les acteurs humanitaires a augmenté de manière alarmante, notamment de trois cent trente-sept en 2017 à trois cent quatre-vingt-seize incidents en 2018 », indique Ocha. Invitant le gouvernement à mettre sur pied des stratégies

efficaces, notamment en ce qui concerne les questions d'aides humanitaires, la coordonnatrice humanitaire pour la RCA, Najat Rochdi, a signifié que malgré ce tableau inquiétant des besoins croissants dans tous les secteurs, le dévouement, le courage et la détermination des acteurs humanitaires dans leur mission, plus précisément celle de redonner espoir aux enfants, aux femmes et aux hommes affectés, permettront d'atteindre l'objectif.

« En 2019, nous ne pourrions pas nous contenter à maintenir nos efforts mais, nous devons les intensifier, si nous voulons éviter le pire. C'est pour cela que j'appelle les bailleurs à ne pas oublier la Centrafrique et à nous aider à mobiliser les fonds nécessaires pour consolider les acquis des années précédentes et soutenir l'action humanitaire », a-t-elle conclu, en précisant qu'en 2018, deux cent cinquante-trois millions de dollars ont été mobilisés. Ceci, grâce à la générosité des bailleurs, ce qui a, d'ailleurs, permis d'aider environ neuf cent mille personnes dans le cadre du plan de réponse humanitaire.

Rock Ngassakys

PROMOTION DE L'ÉMERGENCE EN AFRIQUE

Un sommet de haut niveau prévu au Sénégal

Le sujet sera au cœur d'une conférence internationale qui va regrouper, du 17 au 19 janvier à Dakar, la capitale sénégalaise, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, des responsables d'institutions internationales et d'entreprises sans oublier des universitaires et experts internationaux.

La rencontre de haut niveau sera placée sous la présidence du président de la République du Sénégal, Macky Sall. En dehors du thème principal de ce sommet, à savoir « Emergence, secteur privé et exclusivité », les participants débattront à propos de l'engagement du secteur privé national, notamment dans le cadre d'un échange sur le rôle du partenariat public-privé fécond, comme condition nécessaire pour la réussite de la mise en œuvre des plans d'émergence africains.

Outre cet angle, les conférenciers traiteront aussi des modalités pour rendre l'émergence du continent plus inclusive et s'assurer qu'elle valorise les opportunités économiques des territoires. C'est pourquoi, selon les initiateurs, les discussions seront orientées autour des sous-thèmes suivants: le développement des champions nationaux pour accélérer la transformation structurelle, l'importance des partenariats publics-privés pour la valorisation des potentialités des territoires, les attentes à l'égard du secteur privé, de l'Etat et des autres acteurs pour une croissance inclusive.

En effet, l'objectif principal de cette conférence est d'approfondir le débat sur la puissance de la croissance et l'exclusivité dans les plans d'émergence en Afrique. Ceci, en incluant des projections sur le meilleur positionnement du secteur privé soutenu par de solides partenariats avec l'Etat afin de favoriser une croissance forte, résiliente, inclusive et qui améliore les potentialités de tous les territoires du continent.

R.Ng.

« En 2019, nous ne pourrions pas nous contenter à maintenir nos efforts mais, nous devons les intensifier, si nous voulons éviter le pire. C'est pour cela que j'appelle les bailleurs à ne pas oublier la Centrafrique et à nous aider à mobiliser les fonds nécessaires pour consolider les acquis des années précédentes et soutenir l'action humanitaire »

IMPRIMERIE * DU

BASSIN DU CONGO

LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
 +242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com
 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
 Brazzaville - République du Congo

RECENSEMENT DES CONTRIBUABLES

Jean François Kando lance l'opération

Le lancement officiel a été fait par le président du Conseil départemental et municipal, député maire de la ville, le 27 décembre, dans la salle de la mairie centrale.

Le recensement des contribuables a été numérisé en vue de maximiser les recettes municipales. Il est lancé en conformité avec l'article 301 du Code général des impôts qui oblige les autorités de la mairie en collaboration étroite avec les services des impôts à organiser, chaque année, un dénombrement des personnes et des biens imposables afin de maîtriser l'assiette fiscale. Une fois le potentiel connu, il revient à chaque contribuable de payer en fonction du calendrier fiscal, a indiqué Jean-François Kando.

L'opération annoncée lors de la deuxième session ordinaire du conseil départemental et municipal, tenue du 12 au 21 février de cette année avec l'adoption de la délibération n°006/DPN-CPN-CDM-BE autorisant le bureau du conseil départemental et municipal à conclure un contrat de prestations financières avec le cabinet d'études et de conseil Geeps-consulting Sarl sur la maximisation du potentiel fiscal et parafiscal de la ville de Pointe-Noire, a été numérisée pour des meilleurs résultats.

Elle se fera à partir d'un appa-



Jean-François Kando lors du lancement du recensement/Adiac

reil que chaque recenseur aura connecté à une plate-forme web baptisée «Fiscalité plus» conçue par le cabinet Geeps-consulting à la demande de la mairie centrale. L'outil numérique sur mesure qui a été présenté par Laud Obambi, directeur de la recherche et développement de cette structure, permet de géolocaliser et recenser les contribuables, regrouper les informations et contrôler toutes les opérations qui sont automatiquement enregistrées sur un fichier électronique.

L'outil donne la possibilité au contribuable d'utiliser différents modes de paiement (en espèces ou électronique avec carte visa ou par transfert). Du

point de vue d'Alphonse Mabila, directeur général du cabinet Geeps-consulting, la maximisation des recettes municipales est possible grâce à un recensement appuyé par l'affichage dans les mairies d'arrondissement des listes des contribuables recensés avec une organisation de terrain précis et une numérisation qui va s'ouvrir au nouveau management.

La plate-forme «Fiscalité plus» permet également de décentraliser les opérations au niveau de la mairie centrale, de lutter contre les comportements déviants de certains agents et de sécuriser les recettes municipales lors des recouvrements comme l'a

expliqué Jean-François Kando : «Ce recensement a été organisé

avec les administrateurs maires d'arrondissement, les chefs de quartier ainsi que des acteurs administratifs. Ceux-ci ont été invités à relayer l'information sur cette opération jugée très bénéfique pour la ville.

Pour Jean-François Kando qui a fait de l'amélioration des ressources financières municipales une des priorités de son « Programme de développement 2017-2022 Pointe-Noire ville émergente », la réussite de ce recensement dépend désormais de la construction tant souhaitée de leur cité. «L'opération permettra d'avoir des meilleurs résultats. Notre souhait le plus ardent est d'avoir des budgets réalistes, des inscriptions budgétaires sincères. Nous devons, nous acteurs municipaux, nous impliquer et faciliter ce travail. La survie de notre municipalité en dépend, surtout en cette période de crise», a-t-il dit. Au cours de la cérémonie, une démonstration de l'opération de recensement a été faite. Jean-François Kando entend transférer la plate-forme «Fiscalité plus» aux autres villes et localités du pays si elle s'avère efficace.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

pour mettre fin tant soit peu aux pratiques perverses de certains agents. Tout commerçant recensé aura désormais un numéro matricule donc un identifiant électronique. Il prendra connaissance en fonction de la nature de son activité et du montant des taxes dont il aura l'obligation de payer à la période indiquée. En plus, tout commerçant recensé sera localisé depuis chez lui et sera autorisé à saisir les services habilités à partir d'un numéro qui lui sera communiqué à cette fin».

Pour plus d'efficacité, des activités ont été menées (formation des acteurs de terrain, essais techniques, constitution des équipes de travail) avant le lan-



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



TRANSFAL CONGO
 Société à Responsabilité Limitée
 Capital : 5.000.000,00 de francs cfa
 Siège social : 44 rue des Pélicans, derrière le siège d'ENI CONGO
 Quartier Centre-ville ; BP : 4240
 Pointe-Noire
 République du Congo
 R.C.C.M.: CG/PNR/09 B 735.

Aux termes du procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire de la société TRANSFAL CONGO, tenue en date du 4 janvier 2019, dûment enregistré le 7 janvier 2019 à Pointe-Noire, sous le numéro 053, folio 004/20, à la recette de l'Enregistrement, Domaine et Timbre de Pointe-Noire Centre ;

Il a été décidé par les associés de la modification de l'objet social de la société TRANSFAL CONGO ainsi qu'il suit :

-Exploitation du pétrole brut ; la prospection, la recherche et l'exploitation des hydrocarbures bruts ; la distribution et commercialisation des hydrocarbures bruts ; la prestation des services d'assistance dans les activités pétrolières et parapétrolières ; le trading ; le tout directement ou indirectement pour son compte ou le compte des tiers, soit seule ou avec des tiers, au moyen de création de société ou de groupement nouveau d'apports, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou prise de location ou en gérance de tout bien ou droit ou autrement; Transit, shipping, consignation, manutention, import export

Le dépôt légal du Procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire, objet des présentes a été fait au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 7 janvier 2019 et enregistré sous le numéro 19 DA 17.

Pour avis,

AVIS DE RECRUTEMENT

Le groupe Yannick recherche :

- Un agent de sécurité
- Un maître chien,
- Un chauffeur
- Un(e) secrétair(e)

Adresse : 2549 avenue Charles de Foucault,
 quartier Cq 31 en face de l'hôtel Marina
 Tél : 06 973 65 47

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!
RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
 rejoignez notre équipe marketing

Brazzaville : 05.532.01.09
Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso, Brazzaville, République du Congo

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Cartes de visite
Dépliants



Livres
Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
 Hebdomadaires
 Mensuels
 Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
 Magazines
 Livres
 Dépliants
 Documents administratifs
 Calendriers
 Flyers
 Affiches
 Divers

+242 06 951 0773
 +242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
 PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

16^E ÉDITION DES SANZAS

Neuf créateurs récompensés, Beethoven élevé au rang de Grand Officier

La manifestation s'est déroulée le week-end dernier, au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, sous les auspices du ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo.

Dans son mot de bienvenue, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, Béline Ayessa, a indiqué que les Sanzas étaient devenus un rendez-vous désormais classique du monde de la culture; l'événement consacrant la fascination des Congolais à l'égard de ceux qui les conduisent dans les méandres de la vie culturelle. Chroniqueurs, promoteurs et initiateurs culturels, autant des traits nominatifs pour dire la magie de la création dont le mode d'expression embrasse tout à la fois la sculpture, la peinture, le cinéma, le théâtre, la musique, etc. « C'est donc la culture au pluriel qui invite tous à voir le monde comme un creuset de créativité et de reconnaissance de notre diversité », a-t-elle déclaré.

« La cérémonie qui a lieu ici et maintenant, s'allie à la mouvance de ce que le mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza s'honore d'activer chaque fois qu'il est question de la culture, de la mémoire de notre pays ; de la rencontre des idées, de la promotion de notre patrimoine », a-t-elle ajouté.

Beethoven Henri Germain Yombo élevé au rang de Grand Officier dans l'Ordre du dévouement congolais

L'autre temps fort de la seizième édition des Sanzas a été la réception à la dignité de Grand Officier dans l'Ordre du dévouement



Beethoven Henri Germain Yombo et les officiels (DR)

ment congolais. C'est le colonel Norbert Okiokoutina, grand chancelier des ordres nationaux, qui a fait porter l'insigne à la dignité à Beethoven Henri Germain Yombo.

L'heureux récipiendaire a remercié le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, grand maître des ordres nationaux, pour cette distinction. « Excellence monsieur le président de la République, vous ne distribuez

Les récipiendaires de la 16^e édition des Sanzas- Le trophée des créateurs

Sculpture : Alphonse Tsana ;
Peinture : Cédric Ngouoni ;
Mode : Éric Kanga ;
Cinéma : Michael Thamsy ;
Théâtre : Weiflar Kaya ;
Musique : Kevin Mbouandé ;
Littérature : Winner Dimixsion P ;
Promotion culturelle : Esther Ayissou Gayama ;
Prix spécial du jury : Cegra Karl.

pas ces distinctions honorifiques aux citoyens de la République aux destinées desquelles vous présidez en père de la nation, une et indivisible, par une ruse d'un homme à la quête de suffrages. Plutôt, vous prenez le temps d'observer, d'apprécier, de mesurer, d'évaluer l'effort des citoyens de notre généreuse République et avec la patience, la science, le silence de votre lucide expérience,

vous décidez en toute souveraineté d'élever ces femmes et hommes dont l'œuvre parle à votre cœur... », a-t-il déclaré.

Le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, a félicité Beethoven Henri Germain Yombo d'avoir organisé cette activité en dépit de la dureté des temps. Il a promis de continuer à apporter son soutien aux Sanzas- le trophée des créateurs.

Bruno Okokana

SOLIDARITÉ

Le Centre Béthanie reçoit un lot de produits de première nécessité

Le 3 janvier, les employés du Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel ont distribué des denrées alimentaires, les bons d'achats ainsi que des vêtements et linges de bain et de lit à l'orphelinat.

Le don intervient après la collecte de fonds organisée par l'établissement hôtelier après le cocktail annuel de Noël pour venir en aide à ce centre. En effet, chaque

année, Le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel organise un cocktail de Noël pour récolter des fonds devant servir au financement de la scolarité des enfants d'un or-

phelinat de Brazzaville. Lors de ce cocktail, sept cent mille FCFA avaient été récoltés afin de payer la scolarité de quelques enfants du centre. Le

groupe Park N Shop avaient offert deux cents paquets de biscuits et quatre bons d'achat de vingt-cinq mille FCFA à utiliser dans ses magasins. Les enfants ont été très joyeux de recevoir ces donations et ont offert un bouquet de fleurs en retour pour remercier les donateurs.

Existant depuis plus de trente ans, le Centre Béthanie est un orphelinat de Brazzaville qui accueille quarante-sept enfants âgés de 6 mois à 15 ans. Parmi eux, l'on trouve des handicapés mentaux et physiques, des porteurs du VIH et des drépanocytaires.

Autres actions

En 2018, Le Radisson Blu M'Bamou Palace Hôtel Brazzaville a acheté cent trente-huit mille bouteilles plastiques (eau et dif-

férents sodas). La bonne action mise en place pour la Planète en 2019 est désormais de travailler avec les différents fournisseurs, notamment sur le recyclage des bouteilles plastiques et la brasserie, pour la mise en place de bouteilles en verre. Grâce à ces différentes actions, l'achat de bouteilles plastiques par l'hôtel passera de cent trente-huit mille à cinq mille en 2019. Aussi l'hôtel va-t-il arrêter de donner des pailles en plastique et passer aux pailles en papier. La petite taille des pailles plastiques en fait l'un des pollueurs les plus nocifs car, ils s'enchevêtrent et les animaux marins ainsi que les poissons les consomment. La guerre aux plastiques à usage unique est donc lancée !

B.Ok.



Les agents du Radisson Blu posant avec les enfants du Centre Béthanie (Adiac)